

chasse nationale. Le plus cher nous payons, le mieux c'est pour nous, pourvu que nos moyens de payer soient de pair avec l'augmentation des prix. Demandes à l'ouvrier ce qu'il préfère, la farine à \$4.50 le baril et pas d'ouvrage, ou la farine à \$6 et de l'ouvrage en abondance. L'agriculture et la manufacture peuvent, ensemble, arriver à de grands résultats; mais que ces deux industries isolent leurs intérêts, et leurs forces divisées seront loin de pouvoir accomplir autant."

Voilà la meilleure réponse à faire aux soi-disant amis du pauvre qui orient après la politique du pain à bon marché sans ouvrage, et elle vient d'un membre de leur propre parti. Voilà comment le chef du parti national s'exprimait sur la protection il y a trois ans. Des libéraux éminents ont appris au pays, même dans cette Chambre, quel homme patriote et à esprit élevé est l'honorable monsieur Joly; comme il est "enchâssé dans le cœur du peuple," et comme il mérite de l'être. Comment se fait-il donc que les libéraux accusent aujourd'hui les conservateurs de tromper le peuple, d'être des politiciens égoïstes, des ennemis du progrès, des oppresseurs sans entrailles, parce que ceux-ci réduisent en pratique les principes mêmes posés et prêchés par leur ami et allié, dont l'intelligence et le patriotisme ont été si hautement loués? Ce doit être parce que monsieur Joly a eu le courage peu enviable de parler et de cabaler d'un bout de la province de Québec à l'autre, pendant les dernières élections fédérales, en faveur d'un gouvernement dont il avait avoué antérieurement que la politique était opposée à ses principes et contraire au bien-être du pays. Pourquoi a-t-il agi de la sorte? Il n'y a qu'une explication plausible d'une conduite aussi étrange: il payait évidemment une dette de reconnaissance à l'influence secrète qui l'avait amené au pouvoir de la manière extraordinaire que tous connaissent.

Je désire citer encore une plus grande autorité, l'honorable chef de l'opposition lui-même (M. Mackenzie.) Dans son discours prononcé à Hamilton, le 16 janvier 1874, à la veille des élections générales, alors qu'il cherchait à capter les suffrages des manufacturiers et des ouvriers, aussi bien que ceux des cultivateurs, cet honorable monsieur disait ce qui suit:

"Comme je viens de le dire, tous les partis en ce pays ont accepté la doctrine que je pose,

à savoir, que notre revenu doit être obtenu par le moyen de droits sur les marchandises importées, et la répartition de ces droits devrait toujours se faire de façon à conférer la plus grande somme de bénéfice à notre propre peuple. (Bruitantes acclamations.) Alors, au sujet du montant du droit, quelques-uns disent qu'au moins il sera réduit. Je ne prévois point de possibilité de le réduire, et vu les vastes entreprises publiques auxquelles le pays s'est engagé, dans l'agrandissement et le parachèvement de notre système de canaux et la construction du chemin de fer du Pacifique, nous serons obligés, je le crains, de l'augmenter dans une grande mesure à une date peu éloignée, à moins que le pays ne devienne beaucoup plus riche et plus prospère, dans les années à venir, que nous n'avons lieu de l'espérer, si l'on en juge par le passé. De sorte que la question de la protection et du libre-échange n'a pas sa raison d'être dans cette lutte. Sir Francis Hincks déclara, l'année dernière, dans sa tournée électorale et à la Chambre des Communes, qu'il était en faveur de la protection incidente. J'ai déjà dit que je l'étais aussi. (Écoutez! écoutez!) C'est tout au plus une phrase stupide, mais elle veut simplement dire ceci, qu'au long temps que des droits seront prélevés sur des articles importés, ils devraient être imposés sur les articles semblables à ceux que produit notre propre peuple. (Applaudissements.) Je ne connais pas dans les rangs de mon parti un seul homme qui soit opposé à cette théorie politique."

Ainsi l'honorable chef de la présente opposition pensait et avouait alors que, en préparant ou en réajustant un tarif, un gouvernement devait l'arranger de façon à conférer la plus grande somme de bénéfice à son propre peuple. Par conséquent, il reconnaissait qu'il est possible, et non-seulement possible, mais désirable, d'aider par la législation le peuple à devenir plus prospère. Maintenant, il soutient avec ceux qui le suivent, que la chose est impossible, que c'est une folie de l'entreprendre. A cette époque, il prévoyait aussi "une augmentation sensible" du tarif, "à une date peu éloignée." Pourquoi s'y oppose-t-il aujourd'hui? Est-ce parce que le pays est "devenu beaucoup plus riche et plus prospère" pendant les cinq années de son administration? Qui oserait le prétendre? D'après sa propre déclaration, il n'anticipait point un tel accroissement de la richesse et de la prospérité publiques, et il sait aujourd'hui qu'il n'y en a pas eu. Cependant, il est opposé à cette "augmentation sensible" du tarif dans un temps où elle est beaucoup plus requise par les circonstances que lorsqu'il fit croire au pays que son gouvernement la